

# *Commission des relations de travail de l'Ontario*

# **EN RELIEF**

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat  
Leonard Marvy, avocat

Mai 2010

## **Résumés de décisions**

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en avril dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de mars-avril des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à [http://www.ijcan.org/index\\_fr.html](http://www.ijcan.org/index_fr.html).

### **Industrie de la construction – Santé et sécurité – Conflit de juridiction – Loi sur la qualification professionnelle et l'apprentissage des gens de métier**

– L'UA avait demandé à l'inspecteur en santé et sécurité de déterminer si les travaux exécutés par des membres de la Fraternité des charpentiers et menuisiers ne pouvaient être attribués qu'à des titulaires de permis d'ouvrier ou d'apprenti plombier – Selon l'ordre de l'inspecteur, les travaux devaient être exécutés par des plombiers – La Fraternité demandait à la Commission de suspendre l'application de l'ordre en attendant l'issue de l'appel – La Commission recourt à son critère habituel en trois volets pour déterminer si cette suspension serait opportune – Les premier et troisième volets du critère sont en convergence, car les règlements pris en vertu de la LQPAGM définissent la formation exigée pour l'exercice des divers métiers, et la Commission est susceptible d'estimer dangereux de confier l'exécution du travail à des personnes n'ayant pas suivi cette formation – Le litige peut se résumer comme suit : application de la LQPAGM au travail en cause et règlements de la Fraternité des charpentiers et menuisiers suggérant que le litige porte uniquement sur la juridiction et non sur la sécurité des travailleurs – Par conséquent, il existerait de fortes probabilités de succès en

appel – La sécurité des travailleurs ne sera pas affectée par la suspension de l'application de l'ordre – Il y aurait eu préjudice pour l'employeur si l'application de l'ordre n'avait pas été suspendue, car l'UA cherchait invalider les dispositions commerciales prises par l'employeur et l'entrepreneur – Suspension de l'application de l'ordre jusqu'à l'issue de l'appel

**ACTION GROUP INC., AND DAN DIGNARD, INSPECTOR; RE UBCJA, LOCAL 1946; RE UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED STATES AND CANADA, LOCAL 593; File No. 3747-09-HS; Dated April 8, 2010; Panel David A. McKee (7 Pages)**

**Industrie de la construction – Obligation de négociier de bonne foi – Employeur – Pratiques déloyales de travail** – Lors de la négociation du renouvellement de la convention collective, l'employeur avait présenté une proposition touchant la juridiction et les dispositions relatives à la sous-traitance – Ces modifications ne concernaient qu'un des membres du Skilled Trades Council, la FIOE, qui soutenait que les propositions de l'employeur étaient une tentative de mener à une impasse la négociation des dispositions sur la reconnaissance, en violation de l'obligation de négociier de bonne foi – La Commission relève que, pour déterminer si les changements sont réellement incompatibles avec la Loi, il lui faut examiner la situation et le contexte particulier de la convention collective – La Commission estime que la proposition de modifier la clause relative à la juridiction ne modifie pas la description de l'unité de négociation, et que la modification du libellé de la clause relative à la sous-traitance n'enfreint pas la Loi, puisque les autres membres

du Council ont trouvé cette formulation acceptable dans le passé; ces changements ne menacent pas non plus l'intégrité à long terme de l'unité de négociation ni le droit de négocier de la FIOE, d'après la convention collective provinciale visant les travaux d'électricité dans le secteur ICI – La Commission juge que les modifications proposées par l'employeur ne constituent pas de violation de son obligation de négocier de bonne foi

**GREATER ESSEX COUNTY DISTRICT SCHOOL BOARD;** RE ESSEX AND KENT COUNTIES SKILLED TRADES COUNCIL; File Nos. 2669-08-U; 2835-08-U; 3057-08-RV; Dated April 6, 2010; Panel Kevin Whitaker (8 pages)

---

**Droit de négocier – Industrie de la construction – Pratique et procédure – Révocation – Syndicat** – La Commission confirme que les requérants désireux de mettre fin à leur droit de négocier dans le secteur ICI peuvent faire remise de leur requête soit à l'organisme négociateur syndical, soit au syndicat local avec lequel ils ont un lien – La Commission décide que le syndicat désigné comme étant l'intimé a l'obligation de donner avis du dépôt de la requête en révocation à l'organisme négociateur syndical et aux agents négociateurs affiliés – L'affaire suit son cours

**KIDD MECHANICAL INC.;** RE EMPLOYEES OF KIDD MECHANICAL INC. REPRESENTED BY VIKKI SCHLONIES; RE ONTARIO PIPE TRADES COUNCIL OF THE UNITED ASSOCIATION OF JOURNEYMEN AND APPRENTICES OF THE PLUMBING AND PIPEFITTING INDUSTRY OF THE UNITED STATES AND CANADA, ON ITS OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ALL OF ITS AFFILIATED BARGAINING AGENTS; File No. 0106-10-R; Dated April 19, 2010; Panel: David A. McKee (6 pages)

---

**Accréditation – Congédiement – Redressement provisoire – Pratiques déloyales de travail** – Le syndicat avait demandé la réintégration provisoire du travailleur, soutenant qu'il avait été congédié pour avoir participé à la campagne de recrutement – La preuve démontrait que, avant le congédiement de l'intéressé, le syndicat avait recruté cinq membres (l'unité de négociation comptant 65 membres), et que, après son congédiement, le syndicat en avait recruté 37 autres et déposé une requête en accréditation – Comme le congédiement du travailleur n'a pas freiné la campagne de recrutement (en fait, il avait semblé la stimuler), la Commission juge qu'un redressement provisoire n'était pas nécessaire pour prévenir un préjudice irréparable non plus

que pour atteindre d'autres objectifs importants en matière de relations de travail – Par conséquent, toutes les conditions énumérées au paragraphe 98 (2) ne sont pas réunies – Requête rejetée

**NOVOTEL CANADA INC., ACCOR CANADA INC., NOVOTEL OTTAWA;** RE HOSPITALITY & SERVICE TRADE UNION, LOCAL 261 AND JEFFREY SEGAT; File No. 0022-10-M; Dated April 21, 2010; Panel: Patrick Kelly (5 pages)

---

**Unité de négociation – Accréditation – Industrie de la construction** – Le syndicat local 183 avait déposé une requête en accréditation en vertu des dispositions de la Loi sur l'industrie de la construction, affirmant que les travaux de localisation exécutés dans le cadre d'un projet d'excavation relevaient de l'industrie de la construction – Le syndicat local 183 soutenait que les travaux ayant été exécutés sur un chantier de construction, ils faisaient du fait même partie intégrante des travaux réalisés sur ce chantier – L'entreprise affirmait que l'objectif de ces travaux était la sécurité et non la construction; que son contrat n'avait pas été conclu avec le constructeur; que les travaux avaient été exécutés avant le début de la construction et qu'ils ne pouvaient donc pas relever de l'industrie de la construction – La Commission juge que les travaux en cause font « nécessairement partie intégrante » des activités de construction, étant donné le lien très clair entre les travaux devant être accomplis par les localisateurs et les travaux d'excavation exigeant le travail de localisation – Par conséquent, ces travaux relèvent de l'industrie de la construction – L'affaire suit son cours

**TELECOM CANADA LTD.;** RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; File Nos. 0745-09-R; 0754-09-R; 0765-09-R; 0782-09-R; Dated April 14, 2010; Panel: Marilyn Silverman (9 pages)

---

**Santé et sécurité – Réexamen** – La Commission avait accueilli un appel de l'ordre de l'inspecteur ([2010] OLRB Rep. Jan/Feb 199), et le syndicat et le ministère du Travail avaient tous deux déposé une demande de réexamen – Le syndicat prétendait que la base factuelle fondant la décision de la Commission avait considérablement changé depuis que l'employeur avait décidé de rouvrir l'une des mines qui étaient jusque-là en mode surveillance et maintien – Selon la Commission, la preuve que le syndicat voudrait lui voir retenir est en lien avec les événements qui se sont produits ou qui se produiront une fois donné l'ordre faisant l'objet de l'appel; ces événements ne sont donc pas

pertinents et ne seront pas réexaminés par la Commission – La Commission relève ensuite que le rejet de l'appel et le refus de réexamen n'empêchent nullement l'inspecteur de mener une autre enquête et de rendre une décision quant à la conformité de l'employeur aux règlements en se fondant sur les faits existant au moment de l'enquête – Demande de réexamen rejetée

**XSTRATA CANADA CORPORATION; RE UNITED STEELWORKERS, LOCAL 2020; RICK KULYSKI, INSPECTOR; AND CAW CANADA AND ITS LOCAL 598; File No. 0506-09-HS; Dated April 6, 2010; Panel: Harry Freedman (6 pages)**

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7<sup>e</sup> étage, 505, avenue University, à Toronto.

## Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>Mr. Todor Pandeliev</b> v. OLRB Divisional Court No. 10-DC-1594 <b>Ottawa</b>	3279-08-ES	En cours
<b>Ellis Don Limited</b> v. Ontario Sheet Metal Workers' and Roofers' Conference Divisional Court No. 92/10	0784-05-G	29 et 30 juin 2010
<b>AECON Construction Group</b> v. IBEW, Local 105 Divisional Court No. 87/10	3626-08-G	En cours
<b>Independent Electricity System Operator</b> v. Canadian Union of Skilled Workers, LIUNA et al Divisional Court No. 78/10	3322-03-R 2118-04-R	En cours
<b>Christopher Henderson (Proteus Craftworks)</b> v. Director of Employment Standards et al Divisional Court No. 02/10	1953-07-ES	Désistement le 12 avril 2010
<b>K.A.S. Group of Companies</b> v. Metro Waste Paper Recovery Divisional Court No. 611/09	0723-08-R 1037-08-R	En cours
<b>Reliable Painters &amp; Decorators</b> Divisional Court No. 620/09	1443-09-R	En cours
<b>Riverside Mart &amp; Service</b> v. Bilal Jebahi Divisional Court No. 09-DC-1566 <b>Ottawa</b>	1598-09-ES	En cours
<b>Lennox Drum Limited</b> v. Joseph Ah-hone Divisional Court No. 465/09	0657-08-HS	10 août 2010
<b>Pro Pipe Construction</b> v. Norfab Metal and Machine Divisional Court No. 408/09	2574-04-R	En cours
<b>IBEW</b> v. Ellis Don Divisional Court No. 437/09	2836-08-G	29 et 30 juin 2010
<b>Blue Mountain Resorts</b> v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 373/09	1048-07-HS 0255-08-HS	En cours
<b>Julie Desgrosseillers</b> v. North Bay General Hospital Divisional Court No. DV-830-09 <b>SUDBURY</b>	0827-08-U	En cours
<b>Roy Murad</b> v. Les Aliments Mia Foods Divisional Court No. 291/09	1999-07-ES	En cours
<b>Greater Essex County District School Board</b> v. IBEW, Local 773 et al Divisional Court No. 212/09	1776-04-R et al	14 juin 2010
<b>Dr. Peter A. Khaiteer</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
<b>Comfort Hospitality Inc. o/a Days Inn</b> v. Director Employment Standards et al Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
<b>L.I.U.N.A.</b> v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
<b>Janet Kitson</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours